

Délibération 3.14
Budget supplémentaire 2018

Intervention de Stéphane BARRE

Monsieur le Président, chers collègues de la majorité,

Si la situation n'était pas aussi difficile pour nombre de nos concitoyens, comme pour de nombreux agents de notre collectivité, le budget supplémentaire que vous nous proposez prêterait à sourire.

Car il porte noir sur blanc, une partie de ce que nous vous avons demandé d'inscrire au Budget Primitif en décembre, et que vous vous étiez refusés à faire.

- 6 millions pour la prise en charge des mineurs non accompagnés
- 8,5 millions pour le RSA
- 870.000 euros pour les contrats CUI-CAE pour les collèges et établissements ou services sociaux ou médico-sociaux
- 707.500 euros pour le volet insertion.

Alors que toutes les études démontrent une aggravation de la situation sociale dans notre pays, avec notamment une hausse constante de la pauvreté, de la précarité. Mais aussi des problématiques sociales de plus en plus complexes et prégnantes. Des inégalités qui se creusent.

Et alors que tous les rapports présentés devant notre assemblée recoupent ces mêmes études en nous expliquant que notre Département va plus mal que la moyenne nationale concernant ces mêmes difficultés sociales.

Vous nous avez présenté un budget du chef de file des solidarités où la plupart des dépenses sociales étaient en baisse, à hauteur totale de 4 millions.

Pour le RSA, vous avez tablé sur une diminution de 5,4 millions d'euros sur la base d'une baisse du nombre de bénéficiaires de 2,5 %.

Or entre janvier et avril, le nombre de bénéficiaires a augmenté de 1,2 % pour le RSA forfaitaire et de 2,44 % pour le RSA majoré.

Et encore, rappelons nous bien que d'après des estimations sérieuses, 1/3 des bénéficiaires potentiels du RSA dans notre pays ne le sollicitent pas...

6 mois plus tard, vous réinjectez donc 8,5 millions (*)

**Nous vous l'avions dit, il ne fallait pas faire confiance aussi aveuglément à Macron !
Il ne prête qu'aux riches !**

Et donc, pour en revenir au CA, heureusement qu'il y avait des excédents !

Alors oui, confrontés aux réalités de l'an I du nouveau monde, vous mettez aujourd'hui un coup de barre à gauche. Et d'ailleurs heureusement, ne plus pouvoir verser le RSA avant la fin de l'année en raison d'insuffisance dans les prévisions de crédits aurait fait un peu désordre.

Mais pourtant, nous ne nous en satisfaisons pas, même si, honnêtement, nous saluons ces mesures et en particulier celles en faveur de la prise en charge des mineurs non accompagnés.

A ce propos, qu'il en aura fallu du temps et de l'énergie pour que ce gouvernement consente à prendre ses responsabilités pour intervenir financièrement aux côtés des départements.

Et comme cette intervention est pingre ! Considérons là donc comme un simple premier geste qui en appellent d'autres et maintenons la pression.

Alors, non malgré tout, nous ne pouvons pas nous satisfaire de ce budget supplémentaire, de cette correction de trajectoire.

Parce qu'en remettant ici simplement le budget de la collectivité au niveau minimum des besoins, nous ne pouvons pas, cette année en tout cas, faire plus alors que la situation l'exige.

De manière constructive, nous avons chiffré lors de la préparation du BP 2018, à 9 millions supplémentaires la somme à mobiliser pour faire mieux dans la réponse aux besoins de première nécessité des seinomarins.

Si le budget initial avait été à la hauteur de ce qu'il aurait du être, alors aujourd'hui ces 9 millions supplémentaires pourraient être mobilisés à partir des excédents dégagés en 2017.

Or, à l'arrivée, ils manquent toujours à l'appel.

9 millions : 4 pour rectifier les coupes budgétaires réalisées sur l'éducation et les solidarités l'année dernière, et 5 pour répondre à l'accroissement des besoins de prises en charge et d'accompagnement.

9 millions quand, en perspective, vous en avez mobilisés 92 pour le surdésendettement de la collectivité...

Le compte n'y est toujours pas.

Nous ne voterons pas ce budget supplémentaire.